

Le droit d'Israël la tyrannie

Description

En justifiant le violent démantèlement de Gaza par la « légitime défense », les capitales occidentales ont une fois de plus autorisé les Israéliens à agir comme des despotes.

Par Amjad Iraqi, le 17 janvier 2024



Des soldats israéliens du 8717e bataillon de la brigade Givati opérant à Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, lors d'une opération militaire dans la bande de Gaza, le 28 décembre 2023. (Yonatan Sindel/Flash90)

Il est difficile d'exagérer le pouvoir symbolique de l'audience du 11 janvier à la Cour internationale de justice. Dans une émouvante démonstration de solidarité, un groupe diversifié d'avocats sud-africains, irlandais et britanniques ont méticuleusement exposé leurs preuves pour accuser Israël du crime de génocide dans la bande de Gaza. Les déclarations malveillantes de responsables israéliens, y compris de ministres et de généraux, ont été citées comme des déclarations d'intention meurtrière. Les vidéos de destruction massive, souvent enregistrées avec jubilation par des soldats israéliens et qui ont dominé nos réseaux sociaux pendant des mois, ont été portées devant la plus haute juridiction du monde pour être jugées. Les Palestiniens ont longtemps été amèrement déçus par le droit international, mais en regardant la salle d'audience ce jour-là, même les observateurs les plus cyniques n'ont pu s'empêcher de se sentir vus, soutenus, voire encouragés.

Malgré la performance de l'Afrique du Sud, le sort de l'affaire devant la CIJ est loin d'être joué d'avance. Lors de la deuxième audience, le 12 janvier, les avocats israéliens ont présenté une réfutation savante pour tenter de rejeter les allégations de génocide comme étant ridicules. Ils ont présenté des exemples de la coordination de l'aide humanitaire par Israël, des méthodes employées par l'armée pour demander aux civils d'évacuer les zones ciblées, des images montrant l'assimilation des militants du Hamas dans l'environnement urbain et, bien sûr, l'invocation répétée du droit d'Israël à se défendre en vertu du droit international.

Les arguments israéliens étaient prévisibles et nombre d'entre eux étaient faciles à réfuter, mais ils n'en ont pas moins un poids important. Outre la propension de la Cour à interpréter la loi de manière conservatrice, les juges sont parfaitement conscients qu'ils président ce qui pourrait être l'affaire la plus politiquement conflictuelle jamais portée à La Haye, et pourraient donc opter pour une approche plus prudente.

À ce stade, cependant, les décisions imminentes de la CIJ sont secondaires par rapport aux leçons qui devraient être tirées de la procédure. L'un des principaux enseignements, qui n'a pas encore été pleinement pris en compte dans les cercles politiques occidentaux, est la vacuité de la revendication de « défense » d'Israël pour expliquer la [dévastation gratuite](#) de la bande de Gaza assiégée.

En effet, depuis ses plaidoiries à La Haye jusqu'à ses actions sur le terrain, Israël a montré très clairement qu'il ne demandait pas à la Cour de respecter son droit à l'autodéfense. Ce qu'il veut vraiment, c'est que le monde cède au droit d'Israël à la tyrannie : redessiner violemment son environnement géopolitique, assurer sa domination militaire et démographique et faire tout ce qu'il veut aux Palestiniens sans critique ni conséquence.



Des Palestiniens fuient après une frappe aérienne israélienne dans le quartier de Tel al-Hawa, au sud de la ville de Gaza, le 16 octobre 2023. (Mohammed Zaanoun/Activestills)

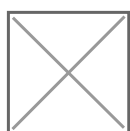
Cette tyrannie ne se reflète pas seulement dans le nombre croissant de morts à Gaza, bien que [24 000 corps](#) et 7 000 disparus – un chiffre particulièrement douloureux pour une petite population étroitement liée par des liens familiaux, communautaires et culturels – soit un indicateur macabre. Elle réside également dans le fait terrifiant que le tissu social de Gaza est délibérément en train de se défaire.

Jusqu'à il y a trois mois, et malgré des années de développement et de siège, les Palestiniens de Gaza étaient restés relativement autonomes, disposant de ressources et d'une cohésion suffisantes pour prendre soin d'eux du mieux qu'ils le pouvaient. Aujourd'hui, plus de deux millions de personnes sont en proie à une [famine](#) et à une [catastrophe épidémiologique](#) provoquées par l'homme, à une vitesse qui a été décrite comme sans précédent dans l'histoire moderne. Les scènes effrayantes de Palestiniens affamés [se ruant](#) sur les camions d'aide pour attraper de la nourriture pour leurs familles, entourés de milliers d'autres personnes essayant de faire de même, donnent un aperçu de la mutation par Israël de Gaza d'une [enclave résiliente](#) en un « [cimetière d'enfants](#) ».

L'ampleur biblique des déplacements dans la bande de Gaza – qui représentent près de trois fois le nombre de Palestiniens expulsés lors de la Nakba de 1948 – est un autre reflet de cette force tyrannique. De manière orwellienne, les autorités israéliennes ont cité leur distribution de tracts, de messages textuels et d'autres communications comme preuve de leurs efforts pour mettre les civils hors d'état de nuire. Mais l'exode est [le point essentiel](#) : une grande partie du nord de Gaza est [désormais ouverte](#) à Israël, qui peut la modeler comme il l'entend, que ce soit pour y créer des zones tampons militaires ou de futures colonies juives. Ce que les avocats d'Israël ont présenté à la CIJ comme un geste « humanitaire » est devenu une arme d'ingénierie démographique, accomplissant en trois mois ce qu'Israël orchestre progressivement en Cisjordanie occupée également.

En outre, la [démolition méthodique](#) de quartiers entiers, d'habitats, de bâtiments gouvernementaux, d'écoles, de sites patrimoniaux, de réseaux d'eau, de réseaux électriques et d'autres infrastructures publiques empêche de nombreuses communautés d'espérer de retourner dans de grandes parties de Gaza dans un avenir proche, et peut-être même d'en avoir envie.

Les tâches herculéennes consistant à déblayer les [montagnes de débris](#), à [extraire les corps](#) encore coincés sous les débris et à [camper dans le froid](#) sans fournitures de base ne sont que les premières étapes d'efforts courageants avant que les Palestiniens ne puissent même commencer la reconstruction – un processus qu'aucun gouvernement étranger ne sera intéressé à financer si une nouvelle campagne militaire semble pratiquement inévitable. Même s'ils parvenaient à réunir les ressources nécessaires, les Palestiniens devront reconstruire leur vie sous la surveillance de la même armée qui les a ruinés, tout en se débattant avec des blessures physiques, des traumatismes et la peur paralysante que la prochaine guerre apocalyptique ne soit au coin de la rue.



Des Palestiniens devant les débris d'un bâtiment détruit par des frappes aériennes israéliennes à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 11 novembre 2023. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

Bouclier total

L'assaut mené par le Hamas le [7 octobre](#), qui a commencé par le démantèlement des murs de la prison de Gaza et s'est terminé par le terrible [massacre](#) de centaines de civils israéliens dans leurs maisons, a déclenché une profonde peur existentielle chez les Juifs israéliens. Cette peur s'est manifestée par un [appel quasi unanime à la vengeance](#) et au châtiment, encouragé par la Knesset, les médias et la rue. Mais l'envie des Israéliens d'exercer un pouvoir tyrannique n'est pas apparue soudainement le 7 octobre. En fait, elle est [profondément ancrée](#) dans les fondements idéologiques et la psyché politique de l'État.

En tant que projet nationaliste-colonial d'origine européenne, le sionisme a été [essentiellement conçu](#) comme un moteur permettant aux Juifs de reproduire la voie suivie par les nations occidentales au 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle. Dans ce contexte, la création d'un État ne consistait pas seulement à incarner l'autodestruction : elle impliquait le droit de posséder les terres d'autres peuples, de priver les sujets « inférieurs » de libertés civiles et d'infliger une violence monstrueuse visant à effacer la société indésirable et sa culture. (Dans le cas d'Israël, la construction de l'État a été facilitée en grande partie par [l'appareil draconien](#) laissé par ses prédécesseurs britanniques en Palestine).

L'autorisation de poursuivre un colonialisme tardif est un [marché fondamental](#) qu'Israël a conclu avec ses alliés occidentaux qui, à ce jour, considèrent l'État juif comme un remède commode pour se « repentir » de leur histoire antisémite et des crimes de l'Holocauste.

Lorsqu'Israël fait l'objet d'un examen minutieux, il revient simplement au mantra selon lequel il est « le seul État juif du monde » – le code qui rappelle l'Occident le pacte qui engage à [cautionner](#) le comportement brutal d'Israël. Depuis la Nakba de 1948, en passant par son régime militaire depuis 1967, jusqu'à l'assaut actuel sur Gaza, Israël a fondé sa tyrannie sur le même raisonnement : « L'Occident a eu son tour, maintenant c'est le nôtre ».

Dans le passé, les gouvernements étrangers, y compris les États-Unis, avaient encore le bon sens d'essayer de freiner l'orgueil d'Israël. Mais aujourd'hui, ces limites ont disparu.



Le drapeau israélien est projeté sur les murs de la vieille ville de Jérusalem, le 7 novembre 2023. (Chaim Goldberg/Flash90)

Surpassant son précédent publicain, le président américain Joe Biden [soutient activement](#) l'assaut effréné d'Israël sur Gaza, [rejetant](#) la notion même de cessez-le-feu et [contournant même le Congrès](#) pour livrer davantage d'armes. Dans les premiers jours de la guerre, des dirigeants européens comme la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, et le premier ministre britannique, Rishi Sunak, se sont précipités dans le sud d'Israël pour [exprimer](#) leur [solidarité](#), sans mentionner les milliers de Palestiniens bombardés – quelques kilomètres de là. Le chancelier Olaf Scholz, fidèle aux [efforts obsessionnels](#) de l'Allemagne pour prouver son absolutisme à l'État juif, a [annoncé](#) que Berlin se joindrait à l'affaire de la CIJ pour soutenir Israël contre l'accusation de génocide.

La protection totale de la guerre impitoyable menée par Israël a manifestement touché une corde sensible au-delà de la Palestine. À l'annonce par l'intervention prévue de l'Allemagne dans l'affaire de la CIJ, le président namibien Hage Geingob [a reproché](#) à l'ancien colonisateur de son pays sa mémoire sélective des atrocités dont il doit se repentir, citant la campagne de l'Allemagne contre les peuples Herero et Namaqua comme « le premier génocide du 20e siècle », trois décennies avant l'Holocauste. Lorsqu'une coalition dirigée par les États-Unis a [lancé des frappes aériennes](#) contre les rebelles houthites au Yémen pour avoir perturbé les routes commerciales de la mer Rouge – ce qui, selon les rebelles, visait à contraindre à mettre fin à l'assaut de Gaza -, l'hypocrisie était encore plus flagrante ; il semblait que Washington préférerait intensifier une guerre régionale plutôt que de demander à Israël d'accepter un cessez-le-feu.

Pour une grande partie du Sud, ces réponses biaisées de la part des puissances occidentales ne sont pas un oubli ; elles sont responsables des victimes que ces dernières jugent dignes d'être pleurées et protégées dans l'ordre international. Comme pour rendre ce point très clair, le président Biden a marqué le 100e jour de la guerre de Gaza en [apportant son soutien](#) aux 130 otages israéliens toujours détenus à Gaza, sans mentionner les plus de 24 000 Palestiniens tués, soi-disant, au nom de la [récupération](#) de ces captifs.

Ce rejet de la vie palestinienne et lâ??impunité flagrante qu ??il promet ont été entendus haut et fort en Israël. Le fait que les bombardements sur Gaza aient à dépassé à ceux du régime Assad en Syrie, de la Russie en Ukraine et des  tats-Unis en Irak est révélateur de la féroce quête de pouvoir d ??Israël.   Personne ne nous arrêtera à, a déclaré le Premier ministre Benjamin Netanyahu quelques jours après les audiences de la CIJ, à ni La Haye, ni lâ??axe du mal, ni personne d ??autre à. Les principes internationaux peuvent exiger des comptes pour les crimes du 7 octobre, mais en tolérant la destruction de Gaza en guise de punition, les capitales occidentales n ont fait qu ??approuver la licence accordée aux Israéliens pour continuer à agir comme des despotes.

Amjad Iraqi est rédacteur en chef du magazine +972. Il est également membre du groupe de réflexion Al-Shabaka et était auparavant coordinateur des activités de plaidoyer au centre juridique Adalah. Outre le magazine +972, ses écrits ont été publiés dans la London Review of Books, The Nation, The Guardian et Le Monde Diplomatique, entre autres. Il est citoyen palestinien d ??Israël et vit actuellement à Londres.

Source : [+972](#)

Traduction ED pour lâ??Agence Média Palestine

date créée
2024/01/22